



Un régime affolé

Citant la télévision d'Etat iranienne, l'AFP a rapporté dans une dépêche, qu'en faisant une claire allusion aux Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), Rohani a déclaré au président Macron: « Nous critiquons le fait qu'un groupe terroriste ait une base en France et agisse contre le peuple iranien et encourage la violence. Nous attendons du gouvernement français qu'il agisse contre ce groupuscule terroriste ».

Ces propos reflètent avant tout l'affolement du régime des mollahs face à l'étendue du soulèvement contre la dictature religieuse et la popularité croissante de l'OMPI et de la Résistance iranienne.

Rohani accuse l'OMPI de violence, alors que l'Union européenne, ses pays membres, ainsi que les Etats-Unis,

« Les libertés d'expression et de manifestation doivent être respectées. »

- Le Président Emmanuel Macron

critiquent sévèrement le régime iranien pour la répression des manifestations et pour avoir fait de nombreux morts et blessés graves. A ce jour, on dénombre des dizaines de manifestants sans défense tués par les gardiens de la révolution et des milliers d'arrestations.

Selon le communiqué du service de presse de la Présidence de la République française, cet appel « prévu avant les manifestations déclenchées en Iran » ces derniers jours « a permis au Président de la République de faire part de sa préoccupation face au nombre de victimes liées aux manifestations » et d'encourager Rohani « à la retenue et l'apaisement » et rappeler que « les libertés fondamentales, notamment les libertés d'expression et de manifestation, doivent être respectées ».

Or Rohani et le régime des mollahs ont préféré censurer les propos du Président français. Rohani a tenté, avec maladresse, d'instrumentaliser le contact du Président français pour redorer son blason, alors qu'il se trouve dans une situation critique et que sonne le glas pour son régime.

« A bas la dictature ! »

Le soulèvement d'une population qui ne supporte plus la misère ni la répression



Les Iraniens de la diaspora ont manifesté dans le monde en faveur du soulèvement en Iran



Paris



Berlin

Des manifestations et des rassemblements ont eu lieu début janvier dans plusieurs dizaines de villes dont Paris, Berlin, Bruxelles, La Haye, Genève, Stockholm, Oslo, Rome, Londres, Washington et Toronto.

Les slogans des manifestants

Bien que sur un fond économique, les revendications des manifestants ont été très politiques. Voici quelques slogans lancés à travers le pays:

« LIBÉREZ LES PRISONNIERS POLITIQUES »

« ROHANI CHARLATAN ! »

« A BAS ROHANI!
A BAS KHAMENEI ! »

« SEYED ALI (KHAMENEI) HONTE À TOI, DÉGAGE DU PAYS »

« LA NATION MENDIE, KHAMENEI VIT COMME UN DIEU »

« SEYED ALI, HONTE À TOI, DÉGAGE DU POUVOIR »

« LAISSEZ TOMBER LA SYRIE, PENSEZ À NOUS »

« NOUS MOURRONS, MAIS NOUS PRENDRONS L'IRAN »

« RÉFORMATEURS, CONSERVATEURS, LA PARTIE EST TÉRMINÉE »

Maintenant, le peuple exige la fin du régime

Dans une tribune parue dans le Wall Street Journal le 9 janvier, Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne, explique pourquoi la vague actuelle de manifestations en Iran est différente de celles de 2009. La présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) écrit: « A l'époque, la cause était des dissensions au sommet du pouvoir. A présent, la population exige le renversement du régime. » Les manifestations actuelles, qui ont débuté à cause d'une forte augmentation du coût de la vie fin décembre, se sont transformées en manifestations généralisées pour renverser le régime théocratique.

Maryam Radjavi a expliqué: « Le régime théocratique se trouve sur un terrain glissant, et la population iranienne est inébranlable dans sa quête pour le renverser. Les slogans contre le système du Guide Suprême, ont exhorté à une véritable république et ont visé explicitement le Guide Suprême du régime, Ali Khamenei, et Hassan Rohani. Cela dissipe le mythe, encore entretenu par certains gouvernements, selon lequel les Iraniens font la distinction entre les modérés et les radicaux à Téhéran. Cela bat également en brèche les arguments erronés dépeignant un régime stable. »

Économie

Des millions d'Iraniens vivent dans la pauvreté, mais le régime ne fait rien pour y remédier. Au contraire, il dépense 100 milliards de dollars pour soutenir le régime syrien et soutenir des groupes terroristes.

Le dernier budget du régime alloue plus de 26,8 milliards de dollars aux questions militaires et sécuritaires ainsi qu'à l'exportation du terrorisme en plus des dépenses militaires de 27,5 milliards de dollars des institutions contrôlées par Khamenei et les Gardiens de la révolution (pasdaran). En comparaison, le budget des soins de santé est de 16,3 milliards de dollars seulement.

«Faible et vulnérable, le régime dépense ces sommes astronomiques dans l'ingérence régionale dans le cadre de sa stratégie de survie»

Les manifestants iraniens ont scandé «Mort au Hezbollah» et «Quittez la Syrie, pensez plutôt à nous», prouvant ainsi qu'ils s'opposent aux destructions meurtrières au Moyen-Orient par le régime, en particulier aux dépens de son propre peuple.

Il convient également de noter que la corruption du régime est généralisée et bien connue. C'est pour cela que les manifestants ne se font pas d'illusions sur des réformes internes ; le régime doit simplement partir.

« Cette mauvaise gestion économique institutionnelle a ses racines dans le système politique, et cela empire chaque jour. C'est pour cela que la demande en faveur d'un changement de régime est apparue presque immédiatement.

THE WALL STREET JOURNAL.



Cela semble être la seule issue plausible. »

Non seulement les manifestations actuelles ont une plus large portée géographique, mais elles sont aussi beaucoup plus étendues en termes de données démographiques. Au lieu d'être composées principalement d'Iraniens de classes moyenne et supérieure, ces manifestations sont composées de personnes appartenant à toutes les classes, ethnies, religions et sexes.

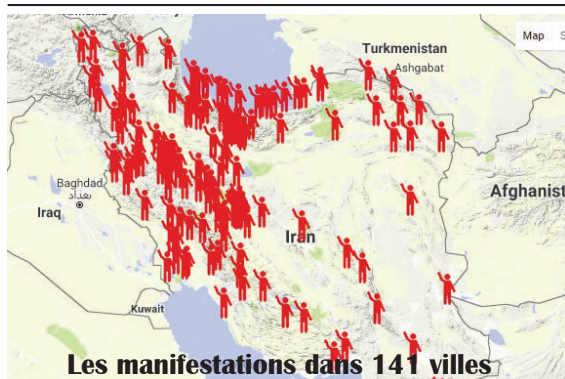
« Les manifestations récentes couvrent un éventail beaucoup plus large de la population – la classe moyenne, les défavorisés, les travailleurs, les étudiants, les femmes et les jeunes. Presque toute la société a été représentée sur la ligne de protestation. »

Les blâmes

Les responsables du régime accusent tout le monde sauf eux-mêmes pour les manifestations actuelles. Leur première cible? Le principal groupe d'opposition, l'Organisation des Moudjahidine du Peuple d'Iran (OMPI).

« Le flot de communiqués des responsables du régime illustre leur panique face à l'expansion du soulèvement national et à la popularité croissante l'OMPI et du CNRI. »

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit adopter des mesures punitives contre les crimes du régime; pas seulement les crimes actuels, mais aussi le massacre de 30.000 prisonniers politiques en 1988. Leurs meurtriers n'ont pas été punis, mais promus.



Après 13 jours de mutisme, Khamenei reconnaît la poursuite du soulèvement et pointe du doigt l'OMPI

Après un long mutisme, au treizième jour du soulèvement populaire en Iran, le guide suprême, Ali Khamenei a réagi en reconnaissant la poursuite de la révolte. Il a affiché sa crainte de la colère populaire et indirectement reconnu que la Résistance iranienne est l'alternative à son régime.

La dictature et ses médias ont affirmé que Khamenei a pris la parole devant une audience à Qom, alors qu'il s'adressait à un groupe de religieux et d'agents sélectionnés. Les slogans scandés par la population à Qom, à l'instar du reste du pays étaient bien « Mort à Khamenei » et « Khamenei, honte à toi, dégage du pays ». Khamenei a également déclaré que l'OMPI était prête « depuis plusieurs mois. Ils s'étaient organisés, en allant rencontrer telle ou telle personne, en identifiant des gens à l'intérieur du pays pour leur demander de les aider, pour qu'ils s'emploient à lancer des appels à la population, lancer le slogan 'non à la vie chère'. Eh bien, c'est un slogan qui plait à tout le monde. Ce slogan a pu attirer des gens. Ensuite, ils ont pu entrer en action pour poursuivre leurs objectifs et entraîner la

population derrière eux».

Il a qualifié le soulèvement généralisé dans 141 villes et toutes les provinces d'Iran de « feux d'artifice et diableries d'un petit nombre ». Il a toutefois dû admettre la poursuite du soulèvement, affirmant au sujet des manifestants: « Les agents de l'ennemi n'abandonneront pas. » Or Jafari, le commandant des Pasdaran, avait annoncé il y a une semaine que le soulèvement était terminé.

Reconnaissant la situation critique dans le pays, Khamenei a essayé de la faire passer pour négligeable. Craignant la colère contre le système corrompu qui a pillé des dizaines de milliards des richesses de la population, il a expliqué que « les fonds problématiques, certains établissements financiers problématiques, certains organes problématiques ont fait des mécontents. » L'aveu sur l'impact la Résistance iranienne, d'une part et la reconnaissance des problèmes du a la mauvaire gestion sont des signes d'une grande fragilité d'un système en fin de course.



Quelques chiffres

▼
LE RÉGIME RECONNAÎT QUE LE NOMBRE DE PERSONNES ARRÊTÉES S'ÉLÈVE À **8000**

▼
SELON AMNESTY INTERNATIONAL, **5** PERSONNES SONT MORTES EN DÉTENTION DES SUITES DE TORTURES

▼
90% DES MANIFESTANTS ARRÊTÉS ONT MOINS DE **25** ANS

▼
50 MANIFESTANTS ONT ÉTÉ TUES PENDANT LE SOULÈVEMENT

▼
LES MANIFESTATIONS SE SONT DÉROULÉES DANS **141** VILLES D'IRAN

Les partisans de la Résistance iranienne ont accroché une immense bannière avec le portrait de la dirigeante de l'opposition, Maryam Radjavi, sur un pont piétonnier surplombant l'autoroute Achrafi-Isfahani à l'ouest de Téhéran.



Extrait du point de presse du ministère français des affaires étrangères

2 janvier - Les autorités françaises suivent avec attention la situation en Iran. Le droit de manifester librement est un droit fondamental. Il en va de même de la libre circulation de l'information.

La France exprime sa préoccupation face au nombre important des victimes et des arrestations. Ces questions, comme de manière générale le respect des droits de l'Homme, seront au cœur de nos échanges avec les autorités iraniennes dans les prochaines semaines.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les experts de l'ONU appellent au respect des droits des manifestants en Iran

Dans une déclaration conjointe le 5 janvier, 4 experts de l'ONU, Asma Jahangir, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran; David Kaye, Rapporteur spécial sur les droits à la liberté d'opinion et d'expression; Agnes Callamard, Rapporteuse spéciale sur les exécutions sommaires, arbitraires et extra-judiciaires; et Michel Forst, Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, ont déclaré leur extrême préoccupation concernant la mort de dizaines de manifestants en Iran, dont des enfants, et les arrestations. Les quatre Rapporteurs spéciaux ont exprimé leur extrême préoccupation concernant les décès signalés de plus de 20 personnes, dont des enfants, et les centaines d'arrestations signalées dans tout le pays.

« Nous sommes également très préoccupés par les informations selon lesquelles le gouvernement aurait bloqué l'accès à Internet sur les réseaux mobiles, et aurait fermé des services de médias sociaux. »



Dans les médias et les réseaux sociaux

Europe 1

Europe1, 4 jan, témoignage d'un manifestant proche des Moudjahidine du peuple (OMPI): «Les demandes des manifestants ne sont plus seulement économiques, elle sont devenues politiques, on veut la fin de la République islamique.»



Fox News, 11 jan, Nik, un manifestant proche de l'OMPI devant la prison d'Evine à Téhéran: «Les gens s'inquiètent beaucoup pour la santé de leurs proches arrêtés.»

السياسة
AL-SEYASSAH

Al-Siassa (Koweït): La multiplication des réseaux de l'OMPI à l'intérieur du pays souligne l'adhésion de la troisième génération aux thèses de cette organisation.

Iran. Les informations faisant état de la mort de manifestants en détention doivent donner lieu à une enquête

Les autorités iraniennes doivent immédiatement ouvrir une enquête sur les informations selon lesquelles au moins cinq personnes sont mortes en détention à la suite de la répression des manifestations contre le régime, et prendre toutes les mesures qui s'imposent pour protéger les détenus contre la torture et empêcher d'autres décès, a déclaré



Amnesty International le mardi 9 janvier 2018... La mort de Sina Ghanbari, 23 ans, incarcéré dans le quartier dit de «quarantaine» de la prison d'Evin, à Téhéran, où les détenus sont placés juste après leur arrestation, renforce les inquiétudes pour l'intégrité physique de centaines de détenus. Depuis lors, au moins quatre autres morts en détention ont été signalées, dont celle de deux autres personnes incarcérées dans le quartier de «quarantaine» de la prison d'Evin, selon Nasrin Sotoudeh, éminente avocate spécialiste des droits humains. Au moins deux autres personnes arrêtées pendant la répression - Vahid Heydari et Mohsen Adeli - sont mortes en détention à Arak (province de Markazi) et à Dezfoul (province du Khuzestan).

Iran: le gouvernement doit respecter les droits humains

Paris, le 3 janvier 2018: le gouvernement iranien doit libérer immédiatement et sans condition tous les individus détenus suite aux

fidh

récentes protestations nationales et ouvrir des enquêtes impartiales et indépendantes sur tous les décès ayant eu lieu durant les manifestations, ont déclaré aujourd'hui la FIDH.